Contre les violences de genre : féministes pour le cessez-le-feu à Gaza

Nous sommes choquées et émues face à la violence qui se déploie en Palestine/Israël depuis le 7 octobre.

Nous refusons la déshumanisation des Palestiniens et Palestiniennes es bombardements meurtriers et les déplacements forcés que subissent les habitant·es de la bande de Gaza depuis plus d'un mois ont des conséquences tragiques : aujourd'hui, plus de 11 000 personnes ont été tuées par l'armée israélienne.

Parmi elles, les femmes et les enfants constituent la majorité des victimes selon l'ONU. Plus d'1,5 million de Gazaoui·es ont été jetées sur la route d'un exil sans issue alors que la bande de Gaza est fermée à double tour. Plus d'eau, plus de carburant, plus de nourriture, plus de médicaments. Et les bombes qui continuent de pleuvoir.

Le 7 octobre aussi la violence s'est exercée de manière déshumanisante et genrée : les habitantes des kibboutz comme les participantes à la rave ont subi viols, humiliations et mises à mort...

Comme dans toutes les guerres, les femmes sont des victimes singulières. A Gaza, aujourd'hui, 50 000 femmes sont enceintes selon l'ONU Femmes. Plus de 10% d'entre elles sont à moins d'un mois de leur accouchement. Lorsque l'on opère encore Gaza, on le fait à vif : les hôpitaux sont ciblés par les bombardements de l'armée israélienne et les stocks d'antidouleurs ou d'anesthésiants sont épuisés depuis longtemps. Les couveuses des prématurés s'arrêtent par manque d'énergie, provoquant la mort de nouveaux-nés.

Privées d'eau et des produits d'hygiène les plus simples, les femmes gazaouies qui le peuvent avalent des cachets de Norethisterone pour stopper leur saignements menstruels, au risque d'en subir les graves effets secondaires. Des femmes identifient leurs enfants morts suite aux bombardements à partir de restes épars, reconnaissant un vêtement ou la forme d'un orteil.

Nous opposons notre solidarité féministe et internationaliste à cette violence coloniale qui, les experts internationaux le disent depuis la mi-octobre, risque de se révéler génocidaire et refusons dans le cadre de cette solidarité toute forme d'instrumentalisation : nous combattons pied à pied l'antisémitisme et l'islamophobie et toutes les formes de racisme.

Nous dénonçons la politique du deux-poids deux mesures à l'encontre d'un peuple occupé – le peuple palestinien – et d'un État occupant, un deux poids deux mesures qui se traduit aussi sur le terrain féministe : comme si la vie et les souffrances des femmes palestiniennes n'avaient aucune valeur, aucune densité, aucune complexité.

Nous dénonçons tous les crimes de guerre, les viols de guerre quels que soient les bourreaux : ceux du 7 octobre comme ceux des geôles israéliennes qui depuis de longues années réservent des traitements spécifiques aux prisonnières politiques palestiniennes sur lesquelles le viol a été pratiqué par l'armée et les services de renseignement israéliens.

L'urgence aujourd'hui c'est d'exiger un cessez-le-feu immédiat. Il faut également libérer l'ensemble des otages. C'est aussi de réaffirmer que notre féminisme se conjugue avec nos engagements anticolonialistes et antiracistes. C'est pourquoi, le 25 novembre, nous manifesterons contre les violences de genre à Gaza, comme partout.

Aucune de nous n'est libre tant que nous ne sommes pas toutes libres. La Palestine ne fait pas exception.

Il faut mettre fin au siège de Gaza. Il faut mettre fin à l'occupation coloniale de la Palestine.

Signataires:

```
Verveine Angeli (syndicaliste);
Annick Coupé (syndicaliste et altermondialiste);
Annie Ernaux (écrivaine);
Jules Falguet (philosophe);
Fanny Gallot (historienne);
Murielle Guilbert (co-déléguée générale Solidaires);
Aurore Koechlin (sociologue);
Mathilde Larrère (historienne);
Myriame Lebkiri, secrétaire confédérale de la CGT en charge des questions féministes ;
Sarah Legrain (Députée La France Insoumise);
Arya Meroni (militante féministe et anticapitaliste);
Alice Pelletier (NPA);
Aurélie Trouvé (Députée La France Insoumise);
Suzy Rojtman (militante féministe);
Youlie Yamamoto (Porte-Parole d'ATTAC);
Sophie Zafari (syndicaliste FSU).
```